

Recherches sociographiques



Guy CHIASSON et Édith LECLERC (dir.), *La gouvernance locale des forêts publiques québécoises : une avenue de développement des régions périphériques?* Québec, Presses de l'Université du Québec, 2013, 252 p.

Julie Hagan

Volume 55, numéro 1, janvier-avril 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1025661ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1025661ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hagan, J. (2014). Compte rendu de [Guy CHIASSON et Édith LECLERC (dir.), *La gouvernance locale des forêts publiques québécoises : une avenue de développement des régions périphériques?* Québec, Presses de l'Université du Québec, 2013, 252 p.] *Recherches sociographiques*, 55(1), 152-153.
<https://doi.org/10.7202/1025661ar>

notamment sur l'idéologie, mais aussi ceux d'autres prédécesseurs québécois dans l'étude du patrimoine, notamment sur la place Royale de Québec. Cette double approche donne à l'étude sa richesse. En effet, elle permet, dans un premier temps, de décrire (« décoder ») et de comprendre la construction patrimoniale de ces deux « berceaux », en révélant les idéologies et les contextes nécessaires à leur entendement. Dans un second temps, la convocation d'une tradition de pensée québécoise permet sans doute de développer une interprétation plus précise et plus contextualisée de ces phénomènes. Ainsi voit-on, au fil de l'analyse, émerger l'île d'Orléans d'abord dans les textes d'auteurs de la seconde moitié du 19^e siècle, à l'instar de ce que Choay nommait « le temps des antiquaires », puis à travers la publication de l'ouvrage *L'île d'Orléans* en 1928 et la restauration du manoir Mauvide-Genest en 1927. De la même façon, on suit les débats entourant la « restauration » de la place Royale de Québec. Mais ce qui retient surtout l'attention, c'est la révélation des intentionnalités derrière ces constructions sociales successives et leurs liens avec le contexte social, politique et culturel à chaque moment. Dès lors, les processus de patrimonialisation de ces deux sites nous renseignent sur la société québécoise et ses valeurs à ces différents moments de son histoire, et nous permettent également de mieux comprendre la signification de ces sites dans l'imaginaire collectif d'aujourd'hui. En ce sens, l'ouvrage d'Étienne Berthold dépasse le cadre historique et contribue à éclairer les enjeux toujours d'actualité concernant l'île d'Orléans, encore symbole d'authenticité et de tradition, et la place Royale qui, avec le reste du Vieux-Québec, demeure un élément clé de l'image et du développement de la capitale du Québec.

Mathieu DORMAELS

*Département d'études urbaines et touristiques,
Université du Québec à Montréal.
mat_dormaels@yahoo.com*

Guy CHIASSON et Édith LECLERC (dir.), *La gouvernance locale des forêts publiques québécoises : une avenue de développement des régions périphériques?* Québec, Presses de l'Université du Québec, 2013, 252 p.

Cet ouvrage collectif, publié sous la direction de Guy Chiasson et d'Édith Leclerc, dresse le bilan d'expériences de gouvernance locale des forêts publiques québécoises à l'aune du développement régional. Le livre, qui présente les travaux ayant mené à la création du Centre de recherche sur la gouvernance des ressources naturelles et du territoire (CRGRNT), est divisé en trois parties. La première trace les contours sociopolitiques de la gouvernance forestière, la deuxième présente trois cas de gouvernance locale, alors que la troisième s'intéresse au rôle des femmes et des autochtones, au travail forestier et à l'environnement. Au moment où la gouvernance forestière québécoise se renouvelle, avec la mise en application d'un nouveau régime forestier depuis avril 2013, cet ouvrage dresse un portrait pertinent du chemin parcouru.

Il n'y a pas de réponse simple à la question soulevée dans le titre : la gouvernance locale des forêts peut-elle contribuer au développement des régions? Les trois initiatives de gouvernance locale abordées dans la deuxième partie de l'ouvrage présentent un bilan mitigé. Les tables de gestion intégrée des ressources (GIR), qui réunissent des acteurs socioforestiers historiquement antagonistes, font face aux défis d'instaurer la confiance et de créer des consensus territoriaux. Les obstacles et les opportunités documentés dans ces études de cas constituent des pistes de réflexion judicieuses pour le nouveau régime forestier puisque les tables GIR sont appelées à y jouer un rôle important.

Le constat de l'appropriation de la gouvernance des forêts par de nouvelles institutions et de nouveaux acteurs traverse l'ouvrage. L'ouverture à ces acteurs venant s'ajouter aux forces du marché et de l'État est décrite comme l'aboutissement de l'évolution des régimes forestiers successifs depuis 1804. L'analyse de la reconfiguration récente des structures administratives montre que le rôle de l'État s'est néanmoins accru, bien qu'il soit désormais partagé avec une diversité d'acteurs sociaux et d'instances régionales. L'intégration de ces derniers ne se fait toutefois pas sans heurts, surtout lorsque leurs intérêts ne convergent pas avec ceux de l'industrie forestière.

La troisième partie de l'ouvrage porte sur la participation des femmes et des Autochtones ainsi que sur la prise en compte de l'environnement dans la gouvernance locale. Le rôle de ces groupes sociaux tout comme la place des enjeux environnementaux auraient cependant pu être développés davantage. Les enjeux relatifs à la participation des femmes et des Autochtones sont abordés dans le même chapitre, alors qu'ils sont suffisamment complexes pour faire l'objet de chapitres distincts. Plusieurs travaux récents s'intéressent d'ailleurs au rôle accru des Autochtones et aux divers mécanismes visant à favoriser leur collaboration avec le secteur forestier.

Ce livre est incontournable pour qui veut comprendre l'évolution de la gouvernance des forêts publiques québécoises. Il soulève des questionnements pertinents sur la mise en place d'un régime forestier plus participatif en ce qui concerne la redéfinition des rapports entre l'État et ses partenaires, les limites structurelles en matière de ressources et d'expertise, la participation d'acteurs sociaux marginalisés et la place accordée aux préoccupations environnementales dans la gouvernance locale.

Julie HAGAN

*Département de sociologie,
Université Laval.
julie.hagan.1@ulaval.ca*

Paul-André LAPOINTE (dir.), *La qualité du travail et de l'emploi au Québec. Données empiriques et cadres conceptuels*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2013, 301 p.

Cet ouvrage collectif est le produit du premier séminaire annuel de l'Alliance de recherche universités-communautés (ARUC) *Innovations, travail et emploi* sous le thème « La qualité du travail et de l'emploi, au cœur des performances des entreprises